Au programme aujourd'hui. L'avenir du Sahara occidental au centre d'une rencontre à Genève

jeudi 6 décembre 2018, par The Economist (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2018).

Au programme aujourd'hui. L'avenir du Sahara occidental au centre d'une rencontre à Genève

Au Sahara, on dit que la pluie porte chance. Les averses diluviennes qui se sont abattues récemment sur Laâyoune, la capitale du Sahara occidental, sont donc de nature à encourager les négociateurs de l'ONU qui vont se réunir le 5 décembre à Genève pour tenter, une fois de plus, de régler les différends entre le Maroc, qui occupe les deux tiers du territoire, et le Front Polisario, un mouvement nationaliste qui contrôle l'autre tiers (globalement inhospitalier).

Le Polisario se bat pour libérer le Sahara occidental depuis qu'il a été annexé par le Maroc en 1976 après le retrait de l'Espagne [le 6 novembre 1975, le roi Hassan II organise une marche pacifique appelée la "marche verte", près de 350 000 personnes partent du Maroc et entrent sur le territoire, qu'elles considèrent comme les provinces du Sud].

Les négociations au point mort depuis six ans

On n'attend pas de miracles de cette rencontre, qui est la première entre le Maroc et le Polisario depuis six ans. L'objectif principal est de parvenir à un accord sur la nécessité de poursuivre les discussions. Mais même cela risque d'être difficile à obtenir. Le Polisario continue à réclamer le référendum sur l'indépendance du Sahara occidental, que le Maroc avait promis d'organiser dans le cadre du cessez-le-feu instauré par l'ONU en 1991. Le Maroc veut pour sa part que le vague plan d'autonomie qu'il a présenté en 2008 serve de base aux pourparlers.

Les pressions exercées par le gouvernement de Donald Trump ont concouru à relancer les discussions. En mars dernier, les États-Unis ont accepté de renouveler le mandat de la Minurso, la mission de maintien de la paix de l'ONU au Sahara occidental, à condition qu'il y ait des progrès politiques. [Le mandat habituellement renouvelé pour un an l'avait été pour six mois, soit jusqu'à fin octobre, date à laquelle il a été prolongé, de nouveau seulement pour six mois.]

Aucun des antagonistes ne veut voir partir les Casques bleus, de peur d'une nouvelle guerre. Le gouvernement Trump a été plus enclin que ses prédécesseurs à faire pression sur le Maroc. Lorsque John Bolton, le conseiller à la Sécurité nationale américain, a travaillé avec l'ONU pour trouver une solution au conflit [ambassadeur américain à l'ONU entre 2005 et 2006, il avait soutenu les plans Baker favorables à un référendum d'autodétermination proposés en 2001 et 2003], il a estimé que le royaume faisait preuve de mauvaise foi dans les négociations. Beaucoup d'observateurs sont arrivés à la même conclusion.

Les tentatives de séduction du Maroc ne suffisent pas

Le Maroc essaie depuis des années de faire reconnaître sa souveraineté sur le Sahara occidental. Il a convaincu des milliers de Marocains de s'y installer en leur offrant de généreuses subventions et des exonérations d'impôts. Selon certains, ces nouveaux résidents sont aujourd'hui plus nombreux que les Sahraouis. Le royaume dépense également des milliards de dollars dans la région pour séduire la population locale. Laâyoune a ainsi récemment subi un véritable lifting qui l'a dotée de fontaines, de places publiques et, plus utile, de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux.

Mais cette stratégie ne fonctionne pas. Malgré l'afflux d'investissements, les emplois ne sont pas au rendez-vous et il manque toujours une bonne université. *"Le Maroc a investi dans le territoire, mais pas dans la population"*, se plaint un étudiant sahraoui. Les conseils locaux, présentés par le Maroc comme la preuve que la région est autonome, sont considérés avec mépris. *"Tous ces Sahraouis qui défendent le Maroc ont de bons emplois et de belles maisons"*, déclare un habitant de Laâyoune. Pendant ce temps, la police réprime violemment les manifestations en faveur de l'indépendance, et ceux qui soutiennent publiquement le Polisario affirment qu'on leur refuse des emplois.

La perspective de l'indépendance reste lointaine

Les efforts du Maroc pour annexer le Sahara occidental ont également essuyé des revers juridiques à l'étranger. Le territoire sous son contrôle est riche en phosphate et ses eaux grouillent de poissons. Mais en février dernier, un tribunal sud-africain a ordonné la vente aux enchères d'une cargaison de phosphate provenant de la région et le versement du fruit de cette vente au Polisario.

Quelques jours plus tard, la Cour de justice européenne a décrété que l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc n'était pas applicable au Sahara. Et l'ONU considère toujours le Sahara occidental comme un*"territoire non autonome",* ce qui dissuade les investisseurs.

La perspective de l'indépendance reste lointaine pour le Front Polisario, établi en Algérie, qui soutient sa cause. Des dizaines de milliers de Sahraouis vivent dans des camps de réfugiés mis en place par le gouvernement algérien. Certains y ont passé toute leur vie. Beaucoup de jeunes pensent que la guerre est le seul moyen de débloquer la situation. Mais l'armée marocaine est beaucoup plus forte que le Polisario, et il n'est pas sûr que l'Algérie prendrait les armes pour aider les indépendantistes.

Il y a d'autres raisons pour lesquelles le Polisario devrait accepter un compromis et renoncer à l'indépendance totale. Un État sahraoui indépendant aurait certes du poisson et du phosphate (et peut-être du pétrole), mais il risque d'avoir du mal à maintenir le niveau de vie actuel de sa population, soutenu par les investissements marocains. Il pourrait également avoir des difficultés à contrôler son territoire, qui est de la taille de la Grande-Bretagne mais ne compte que quelques centaines de milliers d'habitants. Les pays voisins ont été déstabilisés par les trafiquants, les djihadistes et la guerre. Pour les sceptiques, ce qui est arrivé au Soudan du Sud, une région riche en pétrole qui a obtenu l'indépendance puis a implosé, est un avertissement.

Un retour aux armes n'est pas impossible

Mais le Maroc devra faire le premier pas – et beaucoup plus de concessions – avant que le Polisario ne commence au minimum à envisager la possibilité d'une autonomie. Le royaume devra probablement permettre au Sahara occidental d'avoir son propre gouvernement, sa propre police et un plus grand contrôle sur ses ressources naturelles. Des garanties internationales seront nécessaires.

Mais même ainsi, certains se demandent si l'autonomie pourrait fonctionner dans le giron de la démocratie bancale qu'est le Maroc. *"Regardez le régime en place,* souligne Mhamed Khadad, le

porte-parole du Polisario à la Minurso. *Cela ne ressemblerait pas à l'autonomie telle qu'elle existe en Grande-Bretagne ou en Espagne.*"

Au moins, pour l'instant, les deux parties discutent. Mais la stratégie d'intimidation de l'Amérique concernant la Minurso pourrait bien finir par se retourner contre elle. Les deux camps préféreraient probablement renoncer aux Casques bleus plutôt que de faire de vraies concessions. Un retour aux armes n'est pas à exclure, bien qu'il soit peu probable pour le moment.

Lire l'article original

Un conflit vieux de quarante ans

Le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental [Minurso] a été renouvelé le 31 octobre pour une période de six mois. Sous la pression des États-Unis, ce mandat, annuellement renouvelé depuis 1991, n'a été reconduit en avril 2018 que pour six mois. Fin octobre il a été prolongé d'encore six mois. Une nouvelle donne dont doit tenir compte l'envoyé spécial des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Köhler, nommé en août 2017. En septembre 2018 il a convié les différentes parties impliquées – le Polisario, le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie – à se réunir à Genève les 5 et 6 décembre afin de relancer des pourparlers bloqués depuis 2012 pour trouver une solution à ce conflit qui dure depuis plus de 40 ans.

Ancienne colonie espagnole, le territoire du Sahara occidental est revendiqué par le Maroc et par le Front Polisario depuis le départ des Espagnols en 1975. Le 6 novembre 1975, le roi Hassan II organise une marche pacifique appelée la "Marche verte", près de 350 000 personnes partent du Maroc et entrent sur le territoire qu'elles considèrent comme les Provinces du sud. Le Front Polisario, mouvement politique et armé formé en 1973, a créé en exil, le 27 février 1976 le gouvernement sahraoui proclamant la République arabe sahraouie démocratique (RASD). La fin de la lutte armée entre le Maroc et les Sahraouis a été signée en 1991 sous l'égide des Nations unies et placée sous surveillance de la Minurso. Cette mission est également chargée de surveiller les préparatifs pour un référendum sur le statut final du Sahara occidental. Mais ce vote n'a jamais pu avoir lieu car il se heurte à la mise en place des listes électorales. Le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, lutte pour une indépendance totale et réclame la tenue d'un référendum d'autodétermination pour lequel seuls les résidents recensés en 1974 et leurs descendants peuvent voter. Alors que le Maroc, favorable à un statut d'autonomie dans le cadre de la souveraineté du royaume, souhaite élargir le vote aux Marocains qu'il encourage à s'installer dans ce territoire.

The Economist

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

https://www.courrierinternational.com/article/au-programme-aujourdhui-lavenir-du-sahara-occidental-au-centre-dune-rencontre-geneve